

Echange de notes
entre
**la Suisse et l'Argentine, du 13 janvier 1950, concernant l'imposition
des entreprises de navigation maritime ou aérienne**

NOTE SUISSE

Buenos-Aires, le 13 janvier 1950.

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur d'accuser à Votre Excellence la réception de la note D. E. S. n° 74 en date de ce jour, dont la teneur est la suivante:

Monsieur le Ministre,

Au nom du Gouvernement argentin, désireux d'éviter les doubles impositions des revenus qui proviennent de l'exercice de la navigation maritime ou aérienne et se proposant d'encourager les relations commerciales avec la Suisse, j'ai l'honneur de m'adresser à Votre Excellence pour lui communiquer ce qui suit:

1. Le Gouvernement argentin, usant des pouvoirs qui lui sont conférés par l'article 10 de la loi n° 11 682 (texte dans la teneur de 1947), s'engage, sous condition de réciprocité, à exonérer de l'impôt sur le revenu et de tout autre impôt sur les bénéfices les recettes qui proviennent de l'exercice de la navigation maritime ou aérienne entre la République Argentine et un autre pays et qui sont obtenues par des entreprises constituées en Suisse.
2. Par l'expression « exercice de la navigation maritime ou aérienne » on entend les opérations de transport de personnes ou choses effectuées par les propriétaires ou les affréteurs de bateaux ou d'aéronefs.

A Son Excellence Monsieur le Ministre
des relations extérieures et du culte,

D^r D. Hipólito Jesús PAZ,

BUENOS-AIRES

3. Par l'expression « entreprises constituées en Suisse » on entend les personnes physiques domiciliées dans ce pays, sans domicile dans la République Argentine, ainsi que les sociétés de capitaux ou de personnes constituées d'après la législation suisse et dont le siège de la direction et de l'administration centrale se trouve en Suisse. De même on comprend sous ce terme l'exploitation du transport maritime ou aérien effectuée par les pouvoirs publics de la Suisse ou par des sociétés auxquelles ils participent.
4. L'exemption prévue sous chiffre premier comprendra toutes les recettes obtenues depuis le 1^{er} janvier 1946.
5. Le Gouvernement argentin pourra dénoncer le présent échange de notes, avec un délai de six mois, pour la fin d'une année civile.
6. Le présent arrangement sera ratifié selon les dispositions constitutionnelles des Hautes parties contractantes et il entrera en vigueur avec effet rétroactif à la date indiquée sous chiffre 4, dès que les instruments de ratification auront été échangés.

En informant Votre Excellence qu'une réponse favorable sera considérée comme un arrangement entre les Hautes parties contractantes, je la prie d'agréer les assurances de ma considération la plus distinguée.

(signé) Hipólito J. PAZ.

En donnant à Votre Excellence l'assentiment du Gouvernement suisse au contenu de la note ci-dessus transcrite, je me permets de lui communiquer ce qui suit:

1. Le Gouvernement suisse confirme, sous condition de réciprocité, que les recettes qui proviennent de l'exercice de la navigation maritime ou aérienne entre la Suisse et un autre pays et qui sont obtenues par des entreprises constituées dans la République Argentine ne sont pas soumises aux impôts (fédéraux, cantonaux et communaux) sur le revenu, ni à aucun autre impôt sur les bénéfices.
2. Par l'expression « exercice de la navigation maritime ou aérienne » on entend les opérations de transport de personnes ou choses effectuées par les propriétaires ou les affréteurs de bateaux ou d'aéronefs.
3. Par l'expression « entreprises constituées dans la République Argentine » on entend les personnes physiques domiciliées dans ce pays, sans domicile en Suisse, ainsi que les sociétés de capitaux ou de personnes constituées d'après la législation de la République Argentine et dont le siège de la direction et de l'administration centrale se trouve sur le territoire de cet Etat. De même on comprend sous ce terme l'exploitation

du transport maritime ou aérien effectuée par l'Etat argentin ou par des sociétés auxquelles il participe.

4. L'exemption prévue sous chiffre premier comprendra toutes les recettes obtenues depuis le 1^{er} janvier 1946.
5. Le Gouvernement suisse pourra dénoncer le présent échange de notes, avec un délai de six mois, pour la fin d'une année civile.
6. Le présent arrangement sera ratifié selon les dispositions constitutionnelles des Hautes parties contractantes et il entrera en vigueur avec effet rétroactif à la date indiquée sous chiffre 4, dès que les instruments de ratification auront été échangés.

Je saisis cette occasion d'exprimer à Votre Excellence les assurances de ma considération la plus distinguée.

Le Ministre de Suisse :

(signé) Eduard A. FEER



Ministerio de
Relaciones Exteriores y Culto

"AÑO DEL LIBERTADOR GENERAL SAN MARTIN"

Buenos Aires, 13 de enero de 1950

A S.E. el señor Enviado Extraordinario y Ministro Plenipotenciario de Suiza, Doctor Eduard A. Feer.

S/D.

Señor Ministro:

Tengo el honor de dirigirme a V.E. en nombre del Gobierno Argentino, deseoso de evitar la doble imposición de las rentas provenientes del ejercicio de la navegación marítima y aérea y con el fin de estimular el tráfico comercial con Suiza, para manifestarle lo siguiente:

1. El Gobierno Argentino, en uso de las atribuciones que le confiere el artículo 10 de la ley 11682, texto ordenado en 1947, se compromete, bajo condición de reciprocidad, a eximir del impuesto a los réditos y de todo otro impuesto sobre beneficios, a los ingresos provenientes del ejercicio de la navegación marítima o aérea entre la República Argentina y cualquier otro país, obtenidos por empresas constituidas en Suiza.
2. La expresión "ejercicio de la navegación marítima o aérea" significa el negocio de transporte de personas o cosas efectuado por propietarios o fletadores de naves o aeronaves.
3. Por "empresas constituidas en Suiza" se entiende a las personas físicas individuales residentes en dicho país sin domicilio en la República Argentina y a las sociedades de capitales o personas constituidas conforme a las leyes de Suiza que tengan dentro de su territorio la sede de su dirección y administración central. Se incluye asimismo bajo ese concepto la explotación del transporte marítimo o aéreo efectuado por el Estado Suizo o por sociedades en las cuales aquél sea parte.
4. La exención prevista en el punto 1. comprenderá a todos los réditos obtenidos a partir del 1º de enero de 1946.
5. El Gobierno Argentino podrá dejar sin efecto el presente canje de notas para fin de un año calendario con un preaviso de seis meses.

Letra:D.E.S.

Nº 74

Shay

///

6. El presente convenio será ratificado de acuerdo con las normas constitucionales de las Altas Partes Contratantes y entrará en vigor, con retroactividad a la fecha indicada en el punto 4, en la oportunidad en que sean canjeados los respectivos instrumentos de ratificación.

Al expresar a V.E. que la respuesta favorable se considerará como un Convenio entre las Altas Partes Contratantes, me complazco en saludarle con las expresiones de mi consideración más distinguida.

*ab**Hipólito T. Paz*

MINISTERE DES AFFAIRES
ETRANGERES ET DU CULTE

"ANNEE DU LIBERATEUR GENERAL SAN MARTIN"

Buenos Aires, le 13 janvier 1950.

A Son Excellence Monsieur Edouard A. Feer, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire de Suisse.

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur de m'adresser à Votre Excellence au nom du Gouvernement Argentin, désireux d'éviter la double imposition des revenus provenant de l'exercice de la navigation maritime et aérienne et dans l'intention de stimuler le trafic commercial avec la Suisse, pour vous communiquer ce qui suit :

1. Le Gouvernement Argentin, usant des pouvoirs qui lui sont conférés par l'article 10 de la loi No. 11682 (texte dans la teneur de 1947), s'engage, sous condition de réciprocité, à exonérer de l'impôt sur le revenu et de tout autre impôt sur les bénéfices les recettes qui proviennent de l'exercice de la navigation maritime ou aérienne entre la République Argentine et un autre pays et qui sont obtenues par des entreprises constituées en Suisse.
2. Par l'expression "exercice de navigation maritime ou aérienne", on entend les opérations de transport de personnes et de choses effectuées par les propriétaires ou les affrèteurs de bateaux ou d'avions.
3. Par l'expression "entreprises constituées en Suisse", on entend les personnes physiques domiciliées en Suisse sans domicile dans la République Argentine, ainsi que les sociétés de capitaux ou de personnes constituées d'après le droit suisse et dont le siège de la direction et de l'administration centrale se trouve en Suisse. De même on comprend sous ce terme l'exploitation du transport maritime ou aérien effectuée par l'Etat Suisse ou par les sociétés dont il fait partie.
4. L'exemption prévue sous chiffre 1. comprendra toutes les recettes obtenues depuis le 1er janvier 1946.
5. Le Gouvernement Argentin pourra dénoncer le présent échange de notes, avec préavis de six mois, pour la fin d'une année civile.

///

6. La présente convention sera ratifiée en accord avec les dispositions constitutionnelles des Hautes Parties et entrera en vigueur, avec effet rétroactif à la date indiquée sous chiffre 4., au moment où seront échangés les instruments de ratification respectifs.

En exprimant à Votre Excellence qu'en cas de réponse favorable les notes échangées seront considérées comme une convention entre les Hautes Parties, j'ai l'honneur de vous exprimer ma considération la plus distinguée.

Hipólito J. Paz

LEGATION DE SUISSE
DANS LA RÉPUBLIQUE ARGENTINE

Buenos Aires, 13 de Enero de 1950.

Señor Ministro:

Tengo el agrado de dirigirme a V.E. acusando recibo de su atenta nota D.E.B. N° 74 de la fecha, cuyo texto es el siguiente:

"Señor Ministro:

Tengo el honor de dirigirme a V.E. en nombre del Gobierno Argentino, deseoso de evitar la doble imposición de las rentas provenientes del ejercicio de la navegación marítima y aérea y con el fin de estimular el tráfico comercial con Suiza, para manifestarle lo siguiente:

1. El Gobierno Argentino, en uso de las atribuciones que le confiere el artículo 10 de la ley 11682, texto ordenado en 1947, se compromete, bajo condición de reciprocidad, a eximir del impuesto a los réditos y de todo otro impuesto sobre beneficios, a los ingresos provenientes del ejercicio de la navegación marítima o aérea entre la República Argentina y cualquier otro país, obtenidos por empresas constituidas en Suiza.
2. La expresión "ejercicio de la navegación marítima o aérea" significa el negocio de transporte de personas o cosas efectuado por propietarios o fletadores de naves o aeronaves.
3. Por "empresas constituidas en Suiza" se entiende a las personas físicas individuales residentes en dicho país sin domicilio en la República Argentina y a las sociedades de capitales o personas constituidas conforme a las leyes de Suiza que tengan dentro de su territorio la sede de su dirección y administración central. Se incluye asimismo bajo ese concepto la explotación del transporte marítimo o aéreo efectuado por el Estado Suizo o por sociedades en las cuales aquél sea parte.
4. La exención prevista en el punto 1. comprenderá a todos los réditos obtenidos a partir del 1° de enero de 1946.
5. El Gobierno Argentino podrá dejar sin efecto el presente canje de notas para fin de un año calendario con un pre-aviso de seis meses.

./.

A S.E. el Señor Ministro de Relaciones Exteriores y Culto
Dr. D. Hipólito Jesús P a z ,
B u e n o s A i r e s .

6. El presente convenio será ratificado de acuerdo con las normas constitucionales de las Altas Partes Contratantes y entrará en vigor con retroactividad a la fecha indicada en el punto 4, en la oportunidad en que sean canjeados los respectivos instrumentos de ratificación.

Al expresar a V.E. que la respuesta favorable se considerará como un Convenio entre las Altas Partes Contratantes, me complazco en saludarle con las expresiones de mi consideración más distinguida.

Fdo Hipólito J. Paz "

Al comunicar a V.E. el acuerdo del Gobierno de Suiza con los términos de la nota transcripta, deseo hacer presente a V.E. que :

1. El Gobierno Suizo confirma, bajo condición de reciprocidad, que los ingresos provenientes del ejercicio de la navegación marítima o aérea entre Suiza y cualquier otro país, obtenidos por empresas constituidas en la República Argentina, no están sujetos a impuestos a los réditos (Federales, cantonales o comunales) ni a cualquier otro impuesto sobre los beneficios.
2. La expresión "ejercicio de la navegación marítima o aérea" significa el negocio de transporte de personas o cosas efectuado por propietarios o fletadores de naves o aeronaves.
3. Por "empresas constituidas en la República Argentina" se entiende a las personas físicas individuales residentes en dicho país sin domicilio en Suiza y a las sociedades de capitales o personas constituidas conforme a las leyes de la República Argentina y que tengan dentro de su territorio la sede de su dirección y administración central. Se incluye asimismo bajo ese concepto la explotación del transporte marítimo o aéreo efectuado por el Estado Argentino o por sociedades en las cuales aquél sea parte.
4. La exención prevista en el punto 1. comprenderá a todos los réditos obtenidos a partir de 1° de enero de 1946.
5. El Gobierno Suizo podrá dejar sin efecto el presente canje de notas para fin de un año calendario con un preaviso de seis meses.
6. El presente convenio será ratificado de acuerdo con las normas constitucionales de las Altas Partes Contratantes y entrará en vigor, con retroactividad a la fecha indicada en el punto 4, en la oportunidad en que sean canjeados los respectivos instrumentos de ratificación.

Aprovecho la oportunidad para expresar a V.E. las seguridades de mi consideración más distinguida.

El Ministro de Suiza :

Traduction faite par la Légation de Suisse à Buenos Aires.

Buenos Aires, le 13 janvier 1950.

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur de m'adresser à Votre Excellence pour accuser réception de votre note No. 74 de ce jour dont le texte est le suivant :

" J'ai l'honneur de m'adresser à Votre Excellence au nom du Gouvernement Argentin, désireux d'éviter la double imposition des revenus provenant de l'exercice de la navigation maritime et aérienne et dans l'intention de stimuler le trafic commercial avec la Suisse, pour vous communiquer ce qui suit :

1. Le Gouvernement Argentin, usant des pouvoirs qui lui sont conférés par l'article 10 de la loi No. 11682 (texte dans la teneur de 1947), s'engage, sous condition de réciprocité, à exonérer de l'impôt sur le revenu et de tout autre impôt sur les bénéfices les recettes qui proviennent de l'exercice de la navigation maritime ou aérienne entre la République Argentine et un autre pays et qui sont obtenues par des entreprises constituées en Suisse.
2. Par l'expression "exercice de navigation maritime ou aérienne", on entend les opérations de transport de personnes et de choses effectuées par les propriétaires ou les affrêteurs de bateaux ou d'avions.
3. Par l'expression "entreprises constituées en Suisse", on entend les personnes physiques domiciliées en Suisse sans domicile dans la République Argentine, ainsi que les sociétés de capitaux ou de personnes constituées d'après le droit suisse et dont le siège de la direction et de l'administration centrale se trouve en Suisse. De même on comprend sous ce terme l'exploitation du transport maritime ou aérien effectuée par l'Etat Suisse ou par les sociétés dont il fait partie.
4. L'exemption prévue sous chiffre 1. comprendra toutes les recettes obtenues depuis le 1er janvier 1946.
5. Le Gouvernement Argentin pourra dénoncer le présent échange de notes, avec préavis de six mois, pour la fin d'une année civile.
6. La présente convention sera ratifiée en accord avec les dispositions constitutionnelles des Hautes Parties

A Son Excellence
Monsieur Hipólito J. Paz,
Ministre des Affaires Etrangères et du Culte
de la République Argentine,

./.

et entrera en vigueur, avec effet rétroactif à la date indiquée sous chiffre 4., au moment où seront échangés les instruments de ratification respectifs.

En exprimant à Votre Excellence qu'en cas de réponse favorable les notes échangées seront considérées comme une convention entre les Hautes Parties, j'ai l'honneur de vous exprimer ma considération la plus distinguée.

(sig.) Hipólito J. Paz. "

En vous communiquant l'accord du Gouvernement Suisse avec les termes de la note transcrite, je me plais à faire part à Votre Excellence de ce qui suit :

1. Le Gouvernement Suisse confirme, sous condition de réciprocité, que les recettes qui proviennent de l'exercice de la navigation maritime ou aérienne entre la Suisse et un autre pays, et qui sont obtenues par des entreprises constituées dans la République Argentine, ne sont pas soumises aux impôts (fédéraux, cantonaux et communaux) sur le revenu, ni à aucun autre impôt sur les bénéfices.
2. Par l'expression "exercice de la navigation maritime ou aérienne", on entend les opérations de transport de personnes et de choses effectuées par les propriétaires ou les affréteurs de bateaux ou d'avions.
3. Par l'expression "entreprises constituées dans la République Argentine", on entend les personnes physiques domiciliées en Argentine sans domicile en Suisse, ainsi que les sociétés de capitaux ou de personnes constituées d'après les lois argentines et dont le siège de la direction et de l'administration centrale se trouve dans la République Argentine. De même, on comprend sous ce terme l'exploitation du transport maritime ou aérien effectuée par l'Etat Argentin ou par des sociétés dont il fait partie.
4. L'exemption prévue sous le chiffre 1. comprendra toutes les recettes obtenues depuis le 1er janvier 1946.
5. Le Gouvernement Suisse pourra dénoncer le présent échange de notes, avec préavis de six mois, pour la fin d'une année civile.
6. La présente convention sera ratifiée en accord avec les dispositions constitutionnelles des Hautes Parties et entrera en vigueur, avec effet rétroactif à la date indiquée sous chiffre 4., au moment où seront échangés les instruments de ratification respectifs.

Je saisis cette occasion pour exprimer à Votre Excellence l'assurance de ma considération la plus distinguée.

Le Ministre de Suisse :

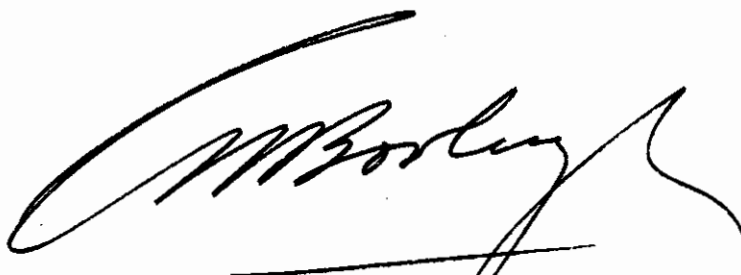
(sig.) Eduard A. Feer

J U A N D. P E R O N
Presidente de la Nación Argentina

Autoriza al Ministro Secretario de Estado en el Departamento de Relaciones Exteriores y Culto, doctor D. Hipólito Jesús Paz, para que proceda con el Plenipotenciario que al efecto designe el Consejo Federal Suizo, a la firma del Protocolo de Canje de los Instrumentos de Ratificación del Convenio celebrado mediante cambio de notas, en fecha 13 de enero de 1950, por el que ambos Gobiernos se acuerdan la exención recíproca del impuesto a los réditos y de todo otro impuesto sobre beneficios proveniente del ejercicio de la navegación marítima y aérea.

La presente Plenipotencia será refrendada por el Ministro Secretario de Estado en el Departamento del Interior, don Angel Gabriel Borlenghi.

Dada en la ciudad de Buenos Aires, Capital de la República Argentina, a los 24 días del mes de mayo Año del Libertador General San Martín 1950.



EL PODER EJECUTIVO

NACIONAL

"AÑO DEL LIBERTADOR GENERAL SAN MARTIN"

DECRETO Nº 8997 - M.218

Buenos Aires, 5 de mayo de 1950.

VISTO:

El Convenio celebrado mediante cambio de notas de fecha 13 de enero de 1950 por el cual los Gobiernos de la República Argentina y de Suiza se acuerdan la exención recíproca del impuesto a los réditos y de todo otro impuesto sobre beneficios provenientes del ejercicio de la navegación marítima y aérea, obtenidos por empresas constituidas en Suiza y en la República Argentina, respectivamente, y

Atento a las atribuciones conferidas al Poder Ejecutivo por el artículo 10 de la Ley 11.682, texto ordenado en 1947,

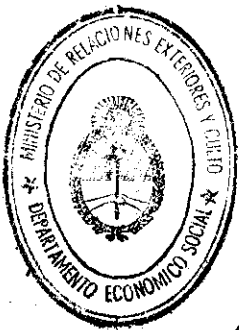
EL PRESIDENTE DE LA NACION ARGENTINA

D E C R E T A :

Artículo 1º.- Apruébase el Convenio celebrado mediante cambio de notas de fecha 13 de enero de 1950, por el cual los Gobiernos de la República Argentina y de Suiza se acuerdan la exención recíproca del impuesto a los réditos y de todo otro impuesto sobre beneficios provenientes del ejercicio de la navegación marítima y aérea, obtenidos por empresas constituidas en Suiza y en la República Argentina, respectivamente.

Artículo 2º.- El presente decreto será refrendado por los señores Ministros Secretarios de Estado en los Departamentos de Relaciones Exteriores y Culto y de Finanzas, interinamente a cargo del de Hacienda.

Artículo 3º.- Comuníquese, dése a la Dirección General del Registro Nacional y archívese.



Es copia

Fdo: P E R O N

Rfdo: Hipólito J. Paz

" Alfredo Gómez Morales

LOUIS A. AREAN

Intendente y Ministro Plenipotenciario

*Ministerio de
Relaciones Exteriores y Culto*

"AÑO DEL LIBERTADOR GENERAL SAN MARTIN"

Buenos Aires, 26 de mayo de 1950.

A S.E. el señor Embajador Extraordinario y Plenipotenciario de Suiza, Doctor Eduard A. Feer.

S/D.

Señor Embajador:

Tengo el honor de dirigirme a V.E. para remitirle copia autenticada del decreto del Poder Ejecutivo N° 8997 de fecha 5 del cte., por el que, de acuerdo a las atribuciones que le han sido conferidas por el artículo 10 de la Ley 11682 (t.o. 1947), aprueba el Convenio celebrado mediante cambio de notas, entre la República Argentina y la Confederación Suiza, sobre exención recíproca del impuesto a los réditos y de todo otro impuesto sobre beneficios provenientes del ejercicio de la navegación marítima y aérea.

Hago presente a V.E. que la copia de dicho decreto y la presente, constituyen el instrumento de ratificación del mencionado convenio, según lo establecido en el párrafo N° 6 de las citadas notas.

Dios guarde a V.E.

Hipólito Paz

Letra D.E.S.

N° 1120

Doc. Agreg.

1 copia.



SITZUNG DES SCHWEIZERISCHEN BUNDESRATES

AUSZUG AUS DEM PROTOKOLL

SÉANCE DU CONSEIL FÉDÉRAL SUISSE

EXTRAIT DU PROCÈS-VERBAL

SEDUTA DEL CONSIGLIO FEDERALE SVIZZERO

ESTRATTO DEL PROCESSO VERBALE

14. Juni 1950.

Schweizerisch-argentinische Vereinbarung über die Besteuerung von Unternehmen der Schiff- oder Luftfahrt: Inkrafttreten und Publikation.

Politisches Departement. Antrag vom 12. Juni 1950.

Am 31. März 1950 hat der Bundesrat den schweizerischen Gesandten in Buenos Aires beauftragt, den Austausch der Ratifikationsurkunden bezüglich der am 13. Januar 1950 getroffenen schweizerisch-argentinischen Vereinbarung über die Besteuerung von Unternehmen der Schiff- oder Luftfahrt vorzunehmen. Der Austausch hat am 26. Mai 1950 in Buenos Aires stattgefunden. Gemäss Ziffer 6 der Vereinbarung ist diese damit rückwirkend auf den 1. Januar 1946 in Kraft getreten. Der Notenaustausch soll in der Sammlung der eidgenössischen Gesetze veröffentlicht werden.

Antragsgemäss wird

b e s c h l o s s e n :

1. Es wird davon Kenntnis genommen, dass die am 13. Januar 1950 durch Notenwechsel zwischen dem argentinischen Aussenministerium und der schweizerischen Gesandtschaft in Buenos Aires getroffene Vereinbarung über die Besteuerung von Unternehmen der Schiff- oder Luftfahrt rückwirkend auf den 1. Januar 1946 in Kraft getreten ist.

2. Das argentinische ^{*}Ratifikationsinstrument nebst den dazugehörigen Dokumenten wird im Bundesarchiv hinterlegt.

3. Die Vereinbarung ist in der Sammlung der eidgenössischen Gesetze zu veröffentlichen.

Protokollauszug an das Politische Departement (5 Expl.) zum Vollzug von Ziffer 2, an die Bundeskanzlei (5 Expl.) zum Vollzug von Ziffer 3, an das Finanz- und Zolldepartement und an das Justiz- und Polizeidepartement zur Kenntnis.

Für getreuen Auszug,
Der Protokollführer:

Ch. O. S.

* Austauschprotokoll; gilt als argentin. Ratifikation (nach Mitteilung des Polit. Dept., s. Brief v. 20. VI. 1950)



ad 1. 1950

PROTOCOLE D'ÉCHANGE

Réunis au Ministère des Affaires Étrangères et du Culte de la République Argentine, Son Excellence le Dr. Hipólito J. Paz, Ministre du Département, et Son Excellence le Dr. Eduard A. Feer, Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire de Suisse à Buenos Aires, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, ont procédé à l'échange des instruments de ratification de l'Accord célébré au moyen d'un échange de notes, en date du 13 janvier 1950, par lequel les deux Gouvernements s'accordent l'exemption réciproque de l'impôt sur le revenu et de tout autre impôt sur les bénéfices provenant de l'exercice de la navigation maritime et aérienne.

Aux termes du paragraphe N° 6 des deux notes, l'accord entrera en vigueur à partir de ce jour.

En foi de quoi, les plénipotentiaires susmentionnés ont signé et appliqué leurs sceaux respectifs sur le présent Protocole d'Échange, fait en deux exemplaires de la même teneur dans les langues espagnole et française, à Buenos Aires, le vingt-six mai de l'Année du Libérateur Général San Martín 1950.

Hipólito J. Paz

Eduard A. Feer

PROTOCOLO DE CANJE

Reunidos en el Ministerio de Relaciones Exteriores y Culto de la República Argentina Su Excelencia el Doctor Hipólito J. Paz, Ministro del Ramo, y Su Excelencia el Doctor Eduard A. Feer, Enviado Extraordinario y Ministro Plenipotenciario de Suiza en Buenos Aires, después de haberse comunicado sus plenos poderes que fueron hallados en buena y debida forma, han procedido al canje de los instrumentos de ratificación del Convenio celebrado mediante cambio de notas, en fecha 13 de enero de 1950, por el que ambos Gobiernos se acuerdan la exención recíproca del impuesto a los réditos y de todo otro impuesto sobre beneficios proveniente del ejercicio de la navegación marítima y aérea.

De acuerdo a los términos del parágrafo Nº 6 de ambas notas, el convenio entrará en vigor desde la fecha.

En fe de lo cuál, los plenipotenciarios arriba mencionados firmaron y sellaron con sus respectivos sellos el presente Protocolo de Canje, en dos ejemplares del mismo tenor, en los idiomas castellano y francés, en la Ciudad de Buenos Aires, a los veintiseis días del mes de mayo del Año del Libertador General San Martín 1950.

Hipólito J. Paz

Eduard A. Feer